



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie
d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/UT77/125 du 22 septembre 2015
de mise en demeure à l'encontre de la Société RENARD de respecter certaines
prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
pour son site sis 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970)**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, Livres I^{er} et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,

VU l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté n° 2015-DRIEE IdF-132 du 16 mars 2015 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 248 du 22 octobre 1998 autorisant la SARL RENARD à exploiter un atelier de décapage (traitement chimique de métaux par décapage [...]) à PECY, 3 rue du Général de Gaulle,

VU le rapport relatif au décapage chimique Stripac publié en avril 2015 par le bureau d'études DEKRA, remis en mains propres par la Société lors de la visite d'inspection du 21 avril 2015,

VU le rapport relatif au Plan de Gestion de Solvants 2014, définitif V2, publié en février 2015 par le bureau d'études DEKRA, transmis par courriel du 15 juillet 2015 du bureau d'études,

VU le rapport du 27 juillet 2015 de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, établi suite à la visite d'inspection du 21 avril 2015 et suite à la transmission des rapports relatifs au décapage chimique Stripac et au Plan de Gestion de Solvants 2014 publiés respectivement en avril et février 2015, proposant notamment de mettre en demeure la Société RENARD de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

VU le courrier du 27 juillet 2015 de l'Inspection des Installations Classées transmettant à la Société RENARD son rapport du 27 juillet 2015 susvisé,

VU le courrier du 27 juillet 2015 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne à la Société RENARD relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la Société RENARD sur le territoire de la commune de PECY est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé,

CONSIDERANT que cet établissement est également soumis à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

CONSIDERANT que des non-conformités vis à vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 21 avril 2015 et suite à la transmission des 2 rapports susvisés,

CONSIDERANT que la Société ne respecte pas les valeurs limites imposées par l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé,

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par les arrêtés susvisés,

CONSIDERANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un accident,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT qu'aucune observation n'a été formulée par la Société RENARD quant à la proposition de mise en demeure,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter avant le 30 avril 2016 l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé en :

- limitant la valeur de la concentration globale des solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 à 20 mg/m³,
- limitant le flux annuel des émissions diffuses à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour les COV,
- limitant le flux annuel des émissions diffuses à 10 % de la quantité de solvants utilisés pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 (notamment le dichlorométhane).

L'ensemble des éléments permettant de justifier du respect de ces prescriptions doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées conformément au délai susmentionné.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : INFORMATIONS DES TIERS

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même Code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 : EXECUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- la Sous-Préfète de PROVINS,
- le Maire de PECY,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la Société RENARD, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à MELUN, le

22 SEP. 2015

Pour ampliation
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
L'Adjoint au Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne



Bruno VERHAEGHE

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
L'Adjoint au Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

signé

Bruno VERHAEGHE

DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :

- La Société RENARD,
- La Sous-Préfète de PROVINS,
- Le Maire de PECY,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.

